

La nature est un bien commun, non à leur « économie verte » !

Mobilisons-nous vers le Sommet des peuples pour la justice sociale et écologique

Du 20 au 22 juin 2012 se tiendra à Rio de Janeiro la Conférence des Nations unies pour un développement durable. Vingt ans après le Sommet de la Terre à Rio, la dégradation écologique s'est accélérée, les inégalités se sont creusées et les crises minent les démocraties. Bien loin de tirer le bilan de ces deux dernières décennies, cette Conférence de « Rio+20 » propose de transformer, au risque de l'accentuer, la crise écologique en opportunité de croissance (verte) pour les entreprises.

Une « économie verte » dans un contexte de crises

Cette Conférence fait la promotion de « l'économie verte », qui permettrait une « gestion durable » de la planète. En réalité, telle que posée dans les documents officiels, elle se résume à considérer la nature comme un capital à gérer de la manière la plus efficiente. Cela suppose de créer de nouveaux marchés, donnant un prix aux fonctions écologiques qu'assurent les plantes, les animaux, les écosystèmes. Dès lors, cette « économie verte » est une nouvelle étape dans la marchandisation et la financiarisation de la vie et du vivant, en incluant la nature dans le cycle du capital et de l'accumulation.

Cette « économie verte » est déjà à l'œuvre et a montré ses méfaits : marchés du carbone et spéculation, agrocarburants, biopiraterie, etc., au détriment des communautés locales et de l'environnement. Elle ne résoudra fondamentalement aucune des multiples crises du monde actuel, ne répondra pas aux causes structurelles des inégalités et de la pauvreté, des changements climatiques, de la destruction de la biodiversité, de la crise de l'eau, des conséquences sur la santé de la dégradation de l'environnement... Au contraire, elle les aggravera.

Le futur que nous voulons !

Partout sur la planète, les peuples se mobilisent et développent des alternatives : réappropriation collective des biens communs, sobriété et transition énergétique avec abandon de l'énergie nucléaire, circuits courts de production et de distribution, pratiques agro-écologiques, monnaies locales, etc. Les propositions et expériences pour d'autres projets de sociétés fondées sur le partage et les solidarités ne manquent pas.

Dans un contexte d'extrêmes inégalités et de politiques d'austérité dévastatrices, nous appelons à un changement profond de nos modes de production et de nos modes de vie, basés sur la surconsommation et la surexploitation et marchandisation de la nature, qui excluent du droit à vivre dignement une grande partie de l'Humanité, y compris dans nos pays. Nous voulons des sociétés assurant la justice sociale et écologique, remplaçant la course effrénée à la croissance par le bien vivre et la sobriété, la création d'emplois décents, une agriculture paysanne avec la souveraineté alimentaire...

Les biens naturels, tels que l'eau, les sols, ou l'air, ne sont ni des marchandises ni des actifs financiers. Ce sont des biens communs !

Le Sommet des peuples à Rio, une journée mondiale d'action, des mobilisations en France !

En parallèle de la Conférence officielle se tiendra le « Sommet des peuples pour la justice sociale et écologique, contre la marchandisation de la vie et pour la défense des biens communs » à Rio de Janeiro, du 15 au 23 juin. Le 20 juin sera une journée mondiale d'action. Multiplions les initiatives et dynamiques citoyennes, en amont et en écho à ce Sommet des peuples, pour alerter sur les enjeux de la Conférence et montrer comment un autre futur est possible ! Nous le ferons notamment à partir des luttes actuelles contre les gaz et huiles de schistes, les grands projets inutiles, le nucléaire, l'agro-industrie, et pour la justice sociale et écologique.

**D'autres mondes sont possibles et nécessaires,
inventons-les ici et maintenant !**

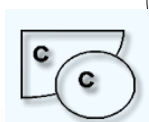
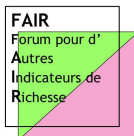
**Rejoignez les mobilisations dans toute
la France le 9 et le 20 juin 2012 !**

Informations :

**<http://nogreeneconomy.org>
nogreeneconomy@gmail.com**

Après-midi débat le samedi 9 juin à Paris

à l'initiative de :



Après-midi débat autour de Rio+20

samedi 9 juin 2012

Les Diaconesses, 18 rue Sergent Bauchat, Paris 12ème (M° Mongallet)
Accueil et tables d'information à partir de 13h30

13h45 // Décryptage des enjeux de Rio+20 et de l'« économie verte »

Vingt ans après le Sommet de la Terre de Rio 1992 et dans un contexte de crise à la fois économique, écologique et sociale, quels sont les enjeux du Sommet Rio+20 ? L'« économie verte », nouveau paradigme au cœur de l'agenda officiel, est-elle une solution à ces crises ou un risque pour la planète et les populations ? Où se situent les rapports de force entre Etats, avec la montée des pays émergents ? Comment freiner l'influence croissante des acteurs économiques privés dans les négociations ? Quels messages et quelle place pour le Sommet des peuples organisé par la société civile ?

TABLE RONDE animée par Jade Lindgaard (mediapart.fr)

avec Geneviève Azam (ATTAC) / Sylvain Angerand (*Les Amis de la Terre*) / Patrice Perret (*Solidaires*) / Anabella Rosenberg (*Confédération syndicale internationale, sous réserve*) / Jean-Pierre Berland (*ancien directeur de recherche à l'INRA*)

16h // Ateliers thématiques

ATELIER 1

Financiarisation des biens communs : la planète est-elle à vendre ?

Sous couvert d'« économie verte », les gouvernements et les entreprises poussent aujourd'hui à la marchandisation et à la financiarisation croissante de la nature, des biens communs, des savoirs... Quels impacts, quels risques, quelles alternatives et quelles mobilisations face à cette marchandisation à outrance ?

ATELIER PARTICIPATIF à partir de trois études de cas

- ➔ Les marchés carbone et le mécanisme de réduction des émissions liées à la déforestation (REDD) / Sylvain Angerand (*Les Amis de la Terre*)
- ➔ La marchandisation de l'eau / David Blanchon (*Université Paris Ouest*)
- ➔ La protection des semences paysannes et les luttes contre les accaparements des terres / Claude Girod (*Confédération paysanne*)

ATELIER 2

Réappropriation du pouvoir par les citoyens

Les intérêts des entreprises, appuyés par leurs puissants lobbies, pèsent de plus en plus forts dans les décisions politiques à tous les niveaux (local, national, UE, ONU...). Les intérêts des populations et les choix des citoyens sont quant à eux marginalisés.

Face à cette confiscation du pouvoir dans l'arène politique et économique, comment le citoyen peut-il se réapproprier le pouvoir, reprendre sa place dans les débats et les décisions ?

ATELIER PARTICIPATIF à partir de trois études de cas :

- ➔ Luttres contre les gaz et huiles de schiste (*collectifs anti gaz de schiste*)
- ➔ Lutte contre le projet d'aéroport de Notre Dame des Landes / Geneviève Coiffard-Grosdoy (ATTAC)
- ➔ Luttres locales au Pays Basque / Redg (*collectif Bizil*)

ATELIER 3

Réinterroger la croissance et le progrès technique face à la crise

Dans un contexte de multiples crises, notamment en Europe, la quête de la croissance à tout prix est le maître mot de nos décideurs politiques et économiques. Comment réinterroger les notions de richesse et de progrès ? Quelles sont les propositions et expériences alternatives face à cette fuite en avant ?

ATELIER PARTICIPATIF avec :

Chantal Pacteau (FSU) / Pierre Lucot (*Utopia*) / Geneviève Azam (ATTAC) / Fabrice Flipo (*Fondation Sciences citoyennes*).

17h45 // Vers le Sommet des peuples pour la justice sociale et écologique

Cette table-ronde permettra de restituer les idées fortes des différents ateliers thématiques autour de trois questions :

- ➔ Quels défis à la veille du Sommet Rio+20 et du Sommet des peuples ?
- ➔ Quelles alternatives pour une société écologiquement viable et socialement juste ?
- ➔ Quels points de dissensus ?

TABLE RONDE de conclusion de la journée animée par Nathalie Péré-Marzano (CRID) avec Sophie Chapelle (bastamag.net).

En partenariat avec :



MEDIAPART

basta!

Politis